

## Alimentation, environnement et santé

Alain Bué, Françoise Plet (dir.)

Ellipses

Octobre 2010

288 pages, 25 €

Un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes, un milliard de personnes sont sous-alimentées dans le monde et les projections pour les prochaines années sont estimées à deux milliards environ. Cependant, si dans certains pays, plongés dans la misère et le désespoir, les hommes meurent de malnutrition ou de famine, dans d'autres l'excès alimentaire provoque des maladies. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) précise que pratiquement 23% de la population mondiale est en surpoids et que 10% est obèse.

L'ouvrage *Alimentation, environnement et santé* invite le lecteur à découvrir ce paradoxe aux confins de l'indicible. Il brise la conspiration du silence. A l'appui d'une argumentation détaillée, il démontre combien les inégalités sont criantes, entre les Etats, et au sein d'un même territoire. Il rend aussi un vif hommage à Josué de Castro, médecin, sociologue brésilien et militant contre la faim. Rédigé par des experts issus de multiples disciplines, notamment des géographes, des économistes ou des juristes, l'ouvrage apporte un éclairage sur différents pays du monde, ce qui en fait sa richesse, tant pour le néophyte que pour le lecteur aguerri.

Les auteurs mettent en exergue les dysfonctionnements contingents et pluriels en fonction des régions, avec cependant un lien commun: les méandres de la spéculation, le dumping et, implicitement, le manque de solidarité entre les peuples. L'ouvrage démontre que réduire l'alimentation à une simple valeur de production n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés. La productivité à outrance, dépourvue de toute éthique, a rapidement laissé place au désen-



chantement et a porté une atteinte manifeste à l'environnement et à la santé. C'est pourquoi les auteurs prônent la biodiversité, la souveraineté alimentaire et le maintien des spécificités culturelles.

Enfin, bien que certaines avancées, notamment grâce aux organismes internationaux, comme le Food and agriculture organization (FAO), soient soulignées, leurs limites sont mises en évidence.

Plaidoyer pour un droit effectif à l'alimentation, les auteurs appellent l'ensemble des lecteurs à continuer l'œuvre de Josué de Castro. Ils ouvrent ainsi la voie à ceux qui, aujourd'hui ou demain, auront le courage de porter au sommet de la pyramide des droits universels ce principe, nouveau, de l'alimentation pour tous. Mais ils recommandent aussi de garder en filigrane la trilogie entre alimentation, santé et environnement. Ce juste équilibre entre ces valeurs sera un gage de réussite, sans lequel aucun droit effectif à l'alimentation ne pourrait être permis.

**Gislhaine Rivet,**  
responsable du groupe de travail  
« Santé, bioéthique » de la LDH

## Dedans, dehors. La condition d'étranger

Guillaume Le Blanc

Le Seuil

Octobre 2010

218 pages, 18 €

Guillaume Le Blanc est professeur de philosophie, déjà auteur de *Vies ordinaires, vies précaires* (2007). Dans l'ouvrage *Dedans, dehors*, il s'interroge sur la condition d'étranger, non pas au regard des politiques migratoires, mais du point de vue de l'individu. La condition d'étranger n'est, bien sûr, pas la même pour le touriste qui voyage, le cadre qui travaille hors de son pays, que pour l'immigré...

« On ne naît pas étranger, on le devient »: l'auteur montre que celui qui n'est d'abord qu'un migrant devient un étranger parce que nous le désignons comme tel.

Notre refus de l'intégrer dans le corps social lui signifie son extériorité au groupe de référence, son impossibilité de prendre part à la vie de la nation. Il est ainsi à la fois « dedans », mais susceptible d'être mis dehors à tout moment lorsqu'il est sans papiers.

Alors que le concept de nation n'est pas stabilisé (mondialisation, construction européenne...), s'arroger le droit de rejeter les étrangers permet d'en redéfinir ses attributs.

La condition d'étranger n'est pas seulement due au fait de la désignation, elle est aussi une réalité sociale et juridique. Etre un étranger sans papiers, c'est d'abord « ne pas se voir reconnaître la possibilité de faire œuvre », se voir refuser « l'accès à un travail légal, l'accès à des papiers, l'accès à une nationalité, à une citoyenneté politique », c'est l'entrée dans la déshumanisation, et donc dans l'invisibilité. Et pour que des vies soient exploitées, faut-il que l'étranger soit relégué à une vie invisible, subalterne? Les luttes des sans-papiers constituent une négation de cette invisibilité, un retournement de la condition d'étranger.

On ne se pose pas la question de l'amont du voyage, sauf pour le réfugié qui doit faire la preuve des persécutions subies dans son pays; le droit d'asile a été tellement restreint qu'on ne pense plus le réfugié que comme migrant économique. Comprendre pourquoi il a rompu avec son pays, pourquoi il est parti permet de retrouver l'intelligibilité de l'étranger.

La relégation de l'étranger permet de s'affranchir de la tradition d'hospitalité. G. Le Blanc rend hommage aux associations (Gisti, Cimade, RESF), qui ne font pas seulement acte de solidarité mais qui, par leur accueil, leur manière de prendre soin « des vies subalternes », manifestent aussi leurs critiques explicites des politiques publiques.

**Maryse Artiguelong,**  
membre du Bureau national  
de la LDH

